

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 13/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SERIOPLAST FRANCE SAS**

ZI  
BP 19  
37130 Langeais

Références : 2025 / 33  
Code AIOT : 0010000719

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement SERIOPLAST FRANCE SAS implanté ZI Sud 37130 Langeais. L'inspection a été annoncée le 27/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERIOPLAST FRANCE SAS
- ZI Sud 37130 Langeais
- Code AIOT : 0010000719
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SERIOPLAST fait partie d'un groupe italien.

Le secteur production fonctionne en 3x8 5j/7. Aujourd'hui la production de l'établissement est de 56 millions de flacons par an.

L'établissement assure plus particulièrement le flaconnage plastique pour les secteurs cosmétique, pharmaceutique et alimentaire à partir de billes plastiques chauffées, agglomérées, puis soufflées ou extrudées.

L'établissement est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 15000 du 4 mai 1998 autorisant la société POLYFLEX (nouvellement SERIOPLAST) à exploiter une unité de fabrication de flacons en plastique sur la commune de LANGEAIS (37130). Les dispositions de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral n° 17386 du 17 février 2004 et par l'arrêté préfectoral n° 18832 du 23 juillet 2010. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique de la nomenclature des installations classées n° 2661 relative à la transformation de polymères, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 18 tonnes par jour.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications et classement des installations et activités	Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
3	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositions pour combattre tout commencement d'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejets atmosphériques canalisés	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Réduction des émissions de solvants	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Liste des substances PFAS utilisées ou produites	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Transmission des résultats d'analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Analyses des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4.II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Modifications et classement des installations et activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2024, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications et classement des installations et activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 27/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être</p>

portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la précédente inspection du 27 juin 2022 que, consécutivement à la pandémie de covid19, la société a pris la décision de réorganiser l'ensemble de ses établissements pour mettre en place une plus grande proximité entre la production et le client final. Cette décision a induit notamment des transferts de machines entre sites du groupe, l'établissement de Langeais étant largement impacté. Sur les 27 machines initialement présentes, 9 machines hydrauliques ont d'abord été arrêtées, démantelées, et vendues. En parallèle, 3 nouvelles machines offrant un potentiel de production plus important, consommant moins d'énergie et produisant moins de déchets ont été achetées et implantées, portant le parc machine à 21. Les activités de sérigraphie, consommatrices de solvants, ont également été arrêtées.</p> <p>Bien que l'exploitant ait fait valoir un devis du 2 décembre 2024 du bureau d'étude RDSI Environnement pour se faire accompagner dans la mise à jour et le classement des activités, aucune des informations relatives aux évolutions des activités de l'établissement n'a été portée à la connaissance du préfet.</p> <p><b>=&gt; L'exploitant n'a pas fait le bilan du classement des activités exercées au sein de son établissement et porté à la connaissance du préfet les modifications qui découlent de l'évolution du parc machines et de l'arrêt de l'activité sérigraphie avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (classement des activités actualisé au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, gestion des rejets atmosphériques, prévention du risque incendie notamment).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 27/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau pluvial ou le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection du 27 juin 2022 il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'acquisition par l'exploitant d'un compresseur rechargeable dont la mise en oeuvre, asso-</li> </ul>

cié aux boudins gonflables présents au niveau des 4 exutoires du site, permettent d'obtenir le réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées. Néanmoins, le maintien en permanence de la charge du compresseur nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours.

- L'acquisition par l'exploitant de boudins anti-inondation autogonflants au contact de fluides (atteignant une hauteur de 25 cm, stockés dans des armoires fermées situées au niveau de chaque portail), à disposer au niveau des seuils des portails d'accès au site en situation accidentelle, de sorte que soit constitué une capacité de rétention en mesure de retenir les eaux potentiellement polluées (volume de rétention calculé : 5211,5 m<sup>3</sup>) :
- Le perçage des bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, afin d'évacuer les eaux pluviales non polluées pouvant s'accumuler en fonctionnement normal, associées à des bouchons à mettre en place en cas de situation accidentelle pour rendre le dispositif étanche. Ce dispositif nécessitait d'être pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé (la présence d'un stockage de palette s'avérait gênant le jour de l'inspection).
- L'existence de surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, sans être associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif. Au regard des pentes en présence, l'exploitant devait justifier de l'absence de nécessité de renforcer le dispositif de rétention des eaux potentiellement polluées pour le rendre totalement étanche.

Lors de cette nouvelle inspection :

- L'exploitant a justifié de la réalisation d'opérations de maintenance préventive du compresseur tous les deux mois, notamment en vérifiant le bon fonctionnement de l'équipement et s'assurer de sa disponibilité en cas de besoin. La dernière vérification a été réalisée en décembre 2024. Une fiche réflexe sur la mise en oeuvre de cet équipement a été rédigée et jointe au plan d'intervention. Néanmoins, ce document doit être complété par les opérations de maintenance préventive à réaliser tous les deux mois.
- Il a été constaté que les bouchons associés aux bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, permettant de contribuer au confinement des eaux d'extinction d'incendie, sont en place. L'exploitant a indiqué faire retirer ces bouchons ponctuellement en cas de pluviométrie importante. En revanche, ce dispositif n'a pas été pris en compte au travers d'une fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours, et d'un affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons, de sorte que l'espace soit constamment dégagé comme demandé (aucun stockage gênant la manipulation de ces équipements n'était présents ce jour).
- Les surfaces enherbées à l'intérieur du site, au contact de voies de circulations constituant normalement rétention en situation accidentelle, sont dorénavant associées à la présence de longrines permettant d'assurer la totale étanchéité du dispositif.

**=> La fiche réflexe sur la mise en oeuvre du compresseur jointe au plan d'intervention n'intègre pas les opérations de maintenance préventive à réaliser tous les deux mois.**

**=> La fiche réflexe à intégrer au plan d'intervention et de secours concernant la mise en place de bouchons associés aux bordures en béton situées en périphérie du site, à la base de la clôture, en partie ouest, permettant de contribuer au confinement des eaux d'extinction d'incendie, de même que l'affichage extérieur spécifique au droit de la mise en place de ces bouchons de sorte que l'espace soit constamment dégagé, ne sont pas réalisés.**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Plan d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera élaboré, et si cela s'avère nécessaire, en liaison avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours.</p> <p>Ce plan pourra, sur sa demande, être communiqué à l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>Il précisera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,</li> <li>- la composition des équipes d'intervention, - les modes de transmission et d'alerte,</li> <li>- les personnes à prévenir en cas de sinistre.</li> </ul> <p>Ce plan, ou consigne générale, sera complété par des instructions particulières relatives aux divers ateliers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection du 27/01/2022, il a été constaté que :</p> <p>Le plan d'intervention et de secours prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie n'est pas finalisé et ne vise notamment pas la coupure des arrivées de gaz.</p> <p>Le panneautage associé aux deux arrivées de gaz n'est pas suffisant clair et explicite, indiquant notamment à chaque arrivée de gaz l'existence de l'autre arrivée de gaz et sa localisation.</p> <p>Le jour de cette nouvelle inspection, l'exploitant a présenté le plan d'intervention et de secours établi en mars 2022 comportant une première partie sur les dispositions globales à mettre en oeuvre en cas de situation accidentelle, et une seconde partie de fiches réflexes correspondant à des situations et à la mise en oeuvre de dispositifs spécifiques.</p> <p>Le plan d'intervention et de secours n'a été que partiellement complété, n'intégrant notamment pas :</p>

- les fiches réflexes ou partie de fiches réflexe correspondant aux opérations de maintenance préventive associée au compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées, ainsi qu'à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation ;
- la présence de deux arrivées de gaz (citerne et réseau de ville) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie, tout en y associant un affichage spécifique signalant leur existence et leur localisation.

L'exploitant a néanmoins indiqué s'être rapproché de la société HERVE THERMIQUE afin d'étudier la possibilité de supprimer l'une des deux arrivées de gaz, notamment celle associée à la citerne, de façon à limiter le risque non négligeable lié à ces installations, en cas d'incendie, pour l'intervention des pompiers.

**=> Le plan d'intervention et de secours n'intègre pas les fiches réflexes ou partie de fiches réflexe correspondant aux opérations de maintenance préventive associée au compresseur permettant la mise en oeuvre des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées, ainsi qu'à la mise en oeuvre des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation.**

**=> Le plan d'intervention et de secours n'intègre pas la présence de deux arrivées de gaz (citerne et réseau de ville) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie, tout en y associant un affichage spécifique signalant leur existence et leur localisation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 55

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie

##### **Prescription contrôlée :**

L'établissement sera pourvu de moyens de secours appropriés et en nombre suffisant pour les risques dus aux produits contenant des liquides inflammables, au matériel électrique ou autre, répartis dans les divers emplacements :

- robinets d'incendie armés assurant une pression en bout de lance suffisante et implantés selon les critères de danger définis par l'exploitant ;
- des poteaux d'incendie normalisés implantés à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- des extincteurs en nombre suffisant pour les risques encourus.

Tous ces matériels d'incendie seront périodiquement vérifiés et maintenus en bon état.

##### **Constats :**

L'établissement bénéficie de 125 extincteurs régulièrement répartis au sein de l'établissement. Lors de la dernière vérification réalisée par la société CHUBB le 11 avril 2024, 5 de ces équipements se sont avérés inutilisables. Un devis de la société CHUBB en vue de la mise à niveau du parc d'extincteurs a été accepté par la société SERIOPLAST pour une intervention à suivre courant 2025. L'établissement bénéficie de 15 RIA régulièrement répartis au sein de l'établissement. Lors de la

dernière vérification réalisée par la société CHUBB le 11 avril 2024, l'ensemble de ces équipements s'est avéré en état de fonctionner mais 6 d'entre eux nécessitaient malgré tout d'être réhabilités. Ces travaux de mise à niveau font également l'objet d'un devis de la société CHUBB accepté par la société SERIOPLAST en vue d'une intervention courant 2025.

Après avoir pris l'attache du SDIS courant 2016 pour définir précisément les actions à engager pour bénéficier d'une défense incendie appropriée au regard du scénario d'incendie le plus défavorable, il a été identifié :

- la nécessité de mettre en place un mur coup-feu de degré deux heures entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis, de façon à limiter les besoins en eau à 480 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, soit 960 m<sup>3</sup>.

- les trois poteaux incendie présents à moins de 200 m de l'établissement permettant de délivrer un débit simultané de 305 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, soit 610 m<sup>3</sup>, le déficit en eau d'extinction de l'établissement se monte à 350 m<sup>3</sup>.

Au vu des éléments d'information ci-dessus, l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- un mur coupe-feu de degré deux heures a été implanté entre l'atelier de production et l'entrepôt de stockage des matières premières et des produits finis comportant trois portes coupe-feu asservies à l'alarme incendie. Ces travaux ont été réalisés courant 2017.

- la réserve d'eau de 412 m<sup>3</sup> désaffectée associée précédemment au système de sprinklage a été réhabilitée pour pallier le déficit d'eau pour l'extinction d'incendie de 350 m<sup>3</sup> (960 m<sup>3</sup> attendus au total). Ces travaux ont été réalisés, avec aménagement d'un trop plein à 2 mètres de hauteur et d'un accès pompiers spécifique. La réserve d'eau a par ailleurs été réceptionnée par le SDIS le 25 janvier 2021.

=> **Le parc extincteur doit être remis à niveau par l'intermédiaire de l'intervention d'un prestataire compétent.**

=> **Bien qu'en état de fonctionner, 6 robinets d'incendie armés doivent être réhabilités.**

=> **L'exploitant doit confirmer le débit simultané effectif des trois bornes incendie situées à proximité de l'établissement.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Dispositions pour combattre tout commencement d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 57

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alarme incendie et trappes de désenfumage

#### **Prescription contrôlée :**

Des dispositions seront prises pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement combattu.

#### **Constats :**

L'établissement SERIOPLAST est équipé d'un système d'alarme incendie par capteur de fumées. Ce dispositif est entretenu par la société CEMIS. La dernière vérification a été réalisée le 30 août 2024.

L'établissement est également équipé de 63 trappes de désenfumage. Néanmoins, consécutivement à la vérification du 11 avril 2024 de la société CHUBB, seulement 40 s'avèrent fonctionnelles, les 23 autres correspondant à l'ancienne zone de production.

**=> Les trappes de désenfumage de l'établissement ne sont pas correctement entretenues et nécessitent l'engagement de travaux de réhabilitation.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 46

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'installation électrique sera faite selon les règles de l'art et sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

**Constats :**

La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par le Bureau Véritas le 21 juin 2024. Le certificat Q18 établi à cette occasion conclut à l'existence de 13 anomalies générant un risque d'incendie. L'exploitant a consécutivement diligencé l'intervention des sociétés EIFFAGE et CATEK, permettant de lever 7 de ces 13 anomalies au vu des justificatifs présentés par l'exploitant.

**=> 6 anomalies électriques observées le 21 juin 2024 par le Bureau Véritas et générant un risque d'incendie n'ont fait l'objet d'aucune action corrective.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Rejets atmosphériques canalisés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques canalisés

**Prescription contrôlée :**

Les émissions de gaz, vapeurs, fumées et poussières provenant d'installations quelconques ne devront pas entraîner dans les zones environnantes des teneurs en substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique et de l'environnement. Les valeurs limites d'émission, ramenées à ces conditions normales de température (0°C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sont les suivantes (sauf cas

particuliers définis par ailleurs dans le présent arrêté) : - oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre): 300mg/Nm3 - oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote): 500mg/Nm3 - composés organiques (exprimés en méthane): 150mg/Nm3 - poussières totales : 100mg/Nm3
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des valeurs limites réglementaires pour les paramètres évoqués ci-dessus. Il a indiqué que 3 machines capotées génèrent des rejets canalisés et que ces installations, de même que les deux chaudières de l'établissement (respectivement 400 KW et 1390 KW), feraient l'objet d'une campagne de mesures prévue au 1er trimestre 2025 (intervention BUREAU VERITAS). <b>=&gt; L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des valeurs limites réglementaires de rejets atmosphériques pour les oxydes de soufre, oxydes d'azote, composés organiques (exprimés en méthane), poussières totales.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Réduction des émissions de solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des émissions de solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions seront prises pour limiter l'émission de solvants à l'atmosphère, notamment par une réduction de la consommation à la source.
<b>Constats :</b>  Les activités de sérigraphie, principales consommatrices de solvants, ont été arrêtées en 2021. L'exploitant doit en revanche identifier les solvants de nettoyage utilisés au sein de l'établissement et les quantités annuelles consommées, tout en se positionnant par rapport aux seuils de classement de la rubrique 1978 de la nomenclature. <b>=&gt; L'exploitant n'a pas déterminé les quantités annuelles de solvants de nettoyage consommées, avec le classement des activités par rapport à la rubrique 1978 de la nomenclature qui en découle.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de ré-

pondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Liste des substances PFAS utilisées ou produites**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des substances PFAS utilisées ou produites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les produits utilisés au sein de l'établissement font actuellement l'objet d'investigations au travers des fiches de données de sécurité correspondantes, aide des prestataires à l'appui, afin d'identifier la présence ou non de PFAS au sein de leur composition. L'exploitant a déclaré que seuls les produits exempts de PFAS sont utilisés au sein de l'établissement dorénavant, ceux restés sans réponse ou en cours d'investigations étant écartés du process de l'établissement.</p> <p><b>=&gt; La liste des produits utilisés jusque-là contenant ou susceptibles de contenir des PFAS n'est pas établie.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Analyses des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4.II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des substances PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p><b>Article 3 :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. Cette campagne porte sur :</p> <p>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</p> <p>2° et 3° L'analyse de chacune des substances PFAS.</p> <p><b>Article 4.II :</b></p> <p>L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser par le BUREAU VERITAS, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, 3 campagnes d'analyses, respectivement le 5 août 2024, le 5 septembre 2024 et le 3 octobre 2024 en vue d'identifier la présence de PFAS au sein des rejets aqueux de l'établissement. Ces analyses ont été sous-traitées par le BUREAU VERITAS au laboratoire AGRO-LAB.</p> <p><b>=&gt; Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Transmission des résultats d'analyses PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats d'analyses PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>=&gt; L'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne, sur le site GIDAF, conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois